

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS



OBJET :

Construction d'une Maison de santé pluridisciplinaire

Maître d'Ouvrage :



Mairie de Lescure d'Albigeois

14 Avenue de l'Hermet,
81 380 Lescure d'Albigeois
Tel : 05 63 60 76 73

Maître d'Œuvre :



Benoît CABROL Architecte D.P.L.G.

41bis, Rue Amiral GALIBER
81 100 CASTRES
Tel : 05.63.71.49.71 – fax : 05.63.71.49.70
@ : contact@cabrol-architectes.fr

Sommaire

1	GENERALITE ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	5
1.1	OBJET DU MARCHE	5
1.2	CARACTERISTIQUE DU SITE	5
1.2.0.1	Lieux de travaux	5
1.2.1	<i>Charges d'exploitation, propres, climatiques et sismiques</i>	5
1.3	LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT	6
2	REFERENCE D'APPUI POUR LA CONSTRUCTION ET CHANTIER	6
2.1	EUROCODE	6
2.2	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES	6
2.3	TEXTES LEGISLATIFS	6
2.4	DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES	6
2.5	NORMES	6
2.6	DOCUMENTS DU JOURNAL OFFICIEL	6
2.7	REGLES DE CALCUL	7
2.8	PREFORMATION DU BATIMENT ET LIEU EXIGE	7
2.8.0	<i>Thermique</i>	7
2.8.1	<i>Acoustique</i>	7
2.9	GUIDES, PRESTATIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES	8
2.10	CLASSEMENT ET CERTIFICATIONS	8
2.11	RECOMMANDATION DE LA CAISSE NATIONALES D'ASSURANCE MALADIE	8
3	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	8
3.1	GENERALITES	8
3.2	HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
3.3	COORDINATION SECURITE	8
4	FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	8
5	QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN ŒUVRE	9
5.1	MATERIAUX	9
5.2	ESSAIS COPREC	9
5.3	ESSAIS DE RECEPTION ET DE CONTROLE	9
6	RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES	9
6.1	PARTIE ADMINISTRATIVE	9
6.2	PARTIE CONCESSIONNAIRE	9
7	PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	9
7.1	QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES	9
7.2	CONNAISSANCE DES LIEUX	10
7.3	CONDITIONS D'ORIGINE ET DE QUALITE DES MATERIAUX	10
7.3.0	<i>Choix du type de matériau</i>	10
7.3.1	<i>Emploi de matériaux et procédés traditionnels</i>	10
7.3.2	<i>Emploi de matériaux et procédé non traditionnels</i>	10
7.4	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	10
7.5	SIGNALISATION GENERALE DE CHANTIER	11
7.6	CLOTURE DU CHANTIER (LOT VRD ET GROS ŒUVRE)	11
7.6.0	<i>Fermeture de chantier</i>	11
7.7	PANNEAU DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)	11
7.8	BUREAU DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)	12
7.9	ÉLECTRICITE (LOT GROS ŒUVRE)	12

7.10	TELEPHONE (LOT GROS ŒUVRE)	12
7.11	EAU / SANITAIRES (LOT GROS ŒUVRE)	12
7.12	VESTIAIRES — REFECTOIRES DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)	12
7.13	RELEVES - VERIFICATIONS SUR PLACE	12
7.14	TYPE DES DIFFERENTS MATERIAUX	12
7.15	PLANS D'EXECUTION	13
7.16	PLANS DE RECOLEMENT	13
7.17	ENLEVEMENT DES LOTS REBUTES ET RENOUELEMENT	13
7.18	REUNIONS DE CHANTIER	13
8	CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.1	ACCES ET AMENAGEMENT DU CHANTIER	13
8.2	CONDITIONS D'EXECUTION	14
8.3	TRAIT DE NIVEAU	14
8.4	VERIFICATION DES COTES	14
8.5	IMPLANTATION – NIVELLEMENT	14
8.6	CONTROLE INTERNE	14
8.7	ACCEPTATION DES SUPPORTS	14
8.8	CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES	15
8.9	PROTECTION DES OUVRAGES	15
8.10	SECURITE	15
8.11	PRECHAUFFAGE	15
8.12	ÉCHANTILLONS	15
8.13	PROCES-VERBAUX POUR LES ELEMENTS PF/CF	15
8.14	ARRETES ET ORDONNANCES	16
8.15	DEGRADATIONS ACCIDENTELLES ET DOMMAGES	16
8.16	BRUITS DE CHANTIER	16
8.17	VERIFICATION DES ESSAIS	16
8.18	ÉCHAFAUDAGE – MONTAGE DES MATERIAUX	16
8.19	TROUS, SCELLEMENT ET MENUS OUVRAGES	16
8.20	RESERVATIONS ET PERCEMENTS	16
8.21	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	17
8.22	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ET DES SERVICES PUBLICS	17
8.23	SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC	17
8.24	TRAVAUX PARTIELS	17
8.25	ÉTAT FINAL DES BATIMENTS	18
9	PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES	18
9.1.0	<i>Protection contre les conditions climatiques</i>	<i>18</i>
9.1.1	<i>Protection contre les sujétions ou aléas de chantier</i>	<i>18</i>
10	NETTOYAGE	18
10.1	ENLEVEMENT DES GRAVOIS	18
10.2	NETTOYAGE DU CHANTIER	18
10.3	SPECIFICATION D'ORDRE GENERAL	19
10.3.0	<i>Ouvrages non décrits</i>	<i>19</i>
10.3.1	<i>Contenue des pièces de l'appel d'offres</i>	<i>19</i>
10.3.2	<i>Prise en considération</i>	<i>19</i>
10.3.3	<i>Démarrage de ces prestations</i>	<i>19</i>
10.3.4	<i>Responsabilité</i>	<i>19</i>
10.4	NETTOYAGE DIVERS	20

11	GESTION DES DEPENSES COMMUNE AU CHANTIER.....	20
11.1	DEFINITION DE RAPPEL.....	20
11.2	ÉLEMENTS CONTRACTUELS	20
11.3	ÉLEMENTS PRIS EN COMPTE	21
11.3.0	<i>Nettoyage de chantier</i>	<i>21</i>
11.3.1	<i>Déchets.....</i>	<i>21</i>
11.3.2	<i>Vols / Dégradations</i>	<i>21</i>
11.3.3	<i>Préchauffage / Chauffage</i>	<i>21</i>
11.3.4	<i>Gardiennage.....</i>	<i>21</i>
11.3.5	<i>Règlement du compte Prorata.....</i>	<i>22</i>
11.3.6	<i>Rémunération du gestionnaire.....</i>	<i>22</i>
11.4	DIVERS	22
12	GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECANALE	22
13	PRESENTATION ET CONTENUE DE L'OFFRE	23
13.1	EXIGENCE A RESPECTER :	23
14	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.) (EN FIN DE CHANTIER SOUS UN DELAI DE 1 MOIS APRES RECEPTION)	23

1 GENERALITE ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier de Prescriptions Communes à tous les Lots relatifs à la Construction d'une Maison de santé pluridisciplinaire

1.2 CARACTERISTIQUE DU SITE

Les entreprises seront tenues d'intégrer dans leur offre les surcharges climatiques appliquées sur les ouvrages conformément aux règlements techniques en vigueur :

1.2.0.1 LIEUX DE TRAVAUX

Région :	Occitanie
Département :	TARN (81)
Canton :	Lescure-d'Albigeois
Commune :	Lescure-d'Albigeois (81 380) Atl. 165 m
Point GPS	43°56'57.4"N 2°10'18.9"E

Nature	Valeur	2020 °C	
Sismicité : Décret du 22/10/2010			
	1 (très faible)		
Température extrême de l'air sous abris : NF EN 1991-1-5/NA (Février 2008) : Clause 6.1.3.2(1)			
NF EN 1991-1-5/NA (Février 2008) : Clause 6.1.3.2(1)	°C	2020 °C	
T Maxi °C	40	34.2	
T Mini °C	-20	-4.3	
Vitesse de référence du vent : NF EN 1991-1-4/NA (Mars 2008) : Tableau 4.4(NA)			
Région	2		
Soit $V_{b,0}$	24.00 m/s	86 km/h maxi	
Charge de neige : NF EN 1991-1-3/NA (Mai 2007) : Tableau A2			
Région	A2		
Altitudes	165 m		
Valeur caractéristique S_k	0.45 kN/m²	NC	
Valeur exceptionnelle S_{A_d}	1.00 kN/m²	NC	
Gel : NF P 18-326			
En France	Modéré		
Zone climatique : Réglementation thermique 2012			
Classement	H2C		

1.2.1 CHARGES D'EXPLOITATION, PROPRES, CLIMATIQUES ET SISMIQUES

Les charges propres, climatiques, sismiques (le cas échéant), et charges d'exploitation à prendre en compte seront celles définies dans les normes françaises et DTU en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

1.3 LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT

Pour cette opération, la liste des lots de travaux et des corps d'état s'établit ainsi :

N° du lot	Nom du Lot
01	Voirie, Réseaux, Divers
02	Gros Œuvre
03	Enduits
04	Charpente – Couverture – Zinguerie
05	Menuiseries Extérieures
06	Faux plafond, Doublage, Cloisons, Isolation en comble,
07	Menuiseries intérieures – Mobilier
08	Revêtements de sols et murs
09	Electricité
10	CVC
11	Peinture, Nettoyage de chantier

2 REFERENCE D'APPUI POUR LA CONSTRUCTION ET CHANTIER

2.1 EUROCODE

Décrite à chaque lot sous les généralités et prescriptions techniques propre à leurs travaux.

Cette liste est non exhaustive.

2.2 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

L'ensemble des fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur sont accessible sous :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-CCTG-en-vigueur,28341.html>

2.3 TEXTES LEGISLATIFS

Ensemble des textes législatifs (Code, Décret, Arrêté, Circulaire, Loi) en référence en vigueur pour :

- La mise en œuvre
- La construction,
- L'habitation
- L'urbanisme
- L'environnement
- La sécurité incendie

Vous pouvez les retrouver sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/initRechCodeArticle.do>

2.4 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

Décrite à chaque lot sous les généralités et prescriptions techniques propre à leurs travaux.

Cette liste est non exhaustive.

Liste complète sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/DGALN_dtu_12_2010.pdf

Ou le CSTB : <http://www.batipedia.com/> avec abonnement, etc.

2.5 NORMES

Décrite à chaque lot sous les généralités et prescriptions techniques propre à leurs travaux.

Cette liste est non exhaustive.

Référence de base : Conception, Performance, Fabrication, Mise en Œuvre, Construction, Habitation, Urbanisme, Environnement, Accessibilité, Sécurité incendie, Santé Publique, Sécurité, Travail.

2.6 DOCUMENTS DU JOURNAL OFFICIEL

Décrite à chaque lot sous les généralités et prescriptions techniques propre à leurs travaux.

Cette liste est non exhaustive ou sur <https://www.legifrance.gouv.fr/>

2.7 REGLES DE CALCUL

Décrite à chaque lot sous les généralités et prescriptions techniques propre à leurs travaux.

Cette liste est non exhaustive.

2.8 PREFORMATION DU BATIMENT ET LIEU EXIGE

2.8.0 THERMIQUE

Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments

Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions

Arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications

2.8.1 ACOUSTIQUE

Il y a actuellement quatre textes réglementaires relatifs aux caractéristiques acoustiques des bâtiments.

- Arrêté du 30 juin 1999 Caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation - code NOR : EOUU990063&A
- Arrêtés du 25 avril 2003
 - Limitation du bruit dans les établissements d'enseignement - code NOR : DEVP0320066A
 - Limitation du bruit dans les établissements de santé - code NOR : DEVP0320067A

Ils sont complétés par deux textes qui fixent les modalités d'application des exigences.

- Arrêté du 30 juin 1999 pour les bâtiments d'habitation - code NOR : EOUU9900b35A
- Circulaire du 25 avril 2003 pour les établissements d'enseignement, les établissements de santé et les hôtels : code NOR : OEVP0320069C

Ces deux textes ont la même structure et précisent les éléments suivants :

- Durée de réverbération de référence ;
- Méthode de mesurage à utiliser ;
- Définition des grandeurs acoustiques utilisées ;
- Incertitude à prendre en compte lors de l'interprétation des résultats de mesures.

Quatre autres références réglementaires fixent des exigences en matière d'acoustique des bâtiments, insérées dans ce premier volet. Elles concernent :

- **L'accessibilité aux personnes handicapées :**
 - L'article 7 de l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction : code NOR : ETLL1511145A;
 - L'article 9 de l'arrêté du 1 août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-3 à R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public ainsi que des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création : code NOR : SOCU0611478A.

Les dispositions de ces deux textes concernent la correction acoustique de certains locaux.

- **Les bruits produits par certains équipements :**
 - L'arrêté du 26 janvier 2007 modifiant l'arrêté du 27 mai 2001 et fixant toutes les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique : code NOR : INOI0709840A.
 - L'arrêté du 23 juin 1979 relatif aux installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.

Résumé pour les cabinets de consultations :

- Durée de réverbération moyenne T_r , (exprimée en seconde) : $T_r \leq 0.8 \text{ s}$ ($V \leq 250 \text{ m}^3$)
- Isolement acoustique standardisé pondéré contre les bruits de l'espace extérieur : $D_{nT, A} \leq 40 \text{ dB (A)}$
- Les bouches d'extraction satisferont un isolement acoustique normalisé $D_{N, e, W+C} \geq 42 \text{ dB}$ (Article 2 de l'arrêté de 25 avril 2003)
- Les portes de cabinet de consultation : Limite de bruit 35 dB(A) (Article 4 de l'arrêté de 25 avril 2003)
- Niveau de pression du bruit de choc standardisé : $L'_{nT, w} = 60 \text{ dB}$ dans un local autre qu'une circulation, un local technique, une cuisine, un sanitaire (Article 3 de l'arrêté de 25 avril 2003)

2.9 GUIDES, PRESTATIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES

Ensemble des guides : <http://www.ccfat.fr/>

2.10 CLASSEMENT ET CERTIFICATIONS

Décrite à chaque article dans chaque lot en outre précision sous aval du bureau de contrôle.

Pouvant être retrouvé sur les E-Cahiers du CSTB

2.11 RECOMMANDATION DE LA CAISSE NATIONALES D'ASSURANCE MALADIE

Ensemble des recommandations : <http://www.ameli.fr/> ou la CNAM de CASTRES

3 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

3.1 GENERALITES

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conforme à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments décrits dans ces documents

3.2 HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au Code du travail, 4^{ème} partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créée par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie Réglementaire créée par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifié et complété.

Prise en compte des dispositifs à mettre en place contre le COVID 19 suivant les recommandations des guides sur le site de l'OPPBTP.

<chrome-extension://oemmndcbldboiebfnladdacbfmadadm/https://telechargement.preventionbtp.fr/file/GUIDE-DE-PRECONISATIONS-COVID-19-OPPBTP.pdf>

3.3 COORDINATION SECURITE

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- Participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- Respecter les obligations issues de la 4^{ème} partie du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

4 FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

En cas de découverte fortuite de monuments, ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisations antiques, inscriptions et plus généralement d'objets concernant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc. les stipulations de la loi du 27 septembre 1941, y compris additifs et modifications, seront strictement appliquées.

Le chantier de fouille sera conduit avec toutes les précautions nécessaires pour assurer la conservation des éventuelles découvertes. En cas de trouvaille, l'Architecte des Bâtiments de France devra être immédiatement avisé.

5 QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN ŒUVRE

5.1 MATERIAUX

Il ne sera prévu que des matériaux traditionnels ou des matériaux non traditionnels ayant fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. ou d'une enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et accepté en garantie par le S.T.FC

5.2 ESSAIS COPREC.

L'entrepreneur ne pourra exécuter ses travaux qu'après accord du Bureau de Contrôle sur la conception de ses ouvrages.

Il procédera au contrôle interne auquel il est assujéti au niveau des fournitures, du stockage et de la mise en œuvre ainsi qu'aux essais et vérifications figurant sur la liste en vigueur établie par le COPREC et en accord avec les assurances.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant les formes prévues par le document technique n° 2 COPREC (octobre 1998, Moniteur du 6 novembre 1998). Ces procès-verbaux devront être envoyés, pour examen, au Bureau de Contrôle, en double exemplaire.

5.3 ESSAIS DE RECEPTION ET DE CONTROLE

Ces échantillons seront appelés à subir des contrôles et essais conformes à ceux prévus par les Normes en vigueur et les règles de la profession.

Les essais au nombre de "1" par élément distinct seront à la charge de l'Entrepreneur.

NB : Les entreprises concernées garderont à leur charge les frais de contrôle des mesures d'étanchéité (RT 2012) dans l'hypothèse d'un retour sur les lieux de l'organisme de contrôle suite à une première campagne d'essais défavorable

6 RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES

6.1 PARTIE ADMINISTRATIVE

Les entreprises titulaires de lots devant faire l'objet de demande administratif pour des autorisations d'installation, d'immobilisation et autre.

Il sera recommandé de prévoir leurs démarches en amont suivant avancement du planning pour ne pas ce voir être pénalisé suivant CCAP

6.2 PARTIE CONCESSIONNAIRE

Toutes démarches ou déclarations auprès des services d'ELECTRICITE DE FRANCE, GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes devront être transmises au maitre d'œuvre.

7 PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- Si le CCTP le prévoit, l'établissement et la fourniture en trois exemplaires des plans de récolement des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'œuvre
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par la Maître d'Œuvre.
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le maître de l'ouvrage

7.1 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de sa qualification O.P.Q.C.B. et de références en rapport avec la nature des travaux à réaliser dans ce projet.

7.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Les prescriptions du CCAP seront complétées par les dispositions suivantes :

- Par le dépôt de son offre, l'Entreprise reconnaît implicitement :
 - Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents indispensables à la réalisation du chantier
 - Avoir demandé tous renseignements complémentaires et pris toutes mesures utiles au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes,
 - Avoir effectué une visite approfondie du terrain et des bâtiments existants, et constatés toutes les sujétions relatives aux travaux, aux accès et aux abords du chantier, ceci se rapportant aussi bien aux caractéristiques techniques des travaux, qu'à l'organisation et au fonctionnement futur du chantier (eau, installation de chantier, énergie, éloignement des décharges publiques, etc.).

L'Entreprise ne pourra, en conséquence, réclamer d'indemnité ni plus-value pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions de quelque nature qu'ils soient.

L'Entreprise ne pourra, de son initiative, modifier quoi que ce soit au projet, tout changement devant être signalé, et l'accord et les ordres nécessaires demandés au Maître d'Œuvre.

Le fait, par l'Entreprise, de ne pas s'assurer sur place avant tout commencement d'exécution, de la possibilité de suivre les cotes et les notifications des places, ou de ne pas en référer au Maître d'Œuvre au cas où la vérification révélerait une difficulté, la laisserait responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient pour tous les corps d'état.

7.3 CONDITIONS D'ORIGINE ET DE QUALITE DES MATERIAUX

Le mot "matériau" est pris dans un sens général pour désigner les matières premières et produits plus ou moins œuvrés avant leur mise en place. Leur origine, leur préparation et leur mise en œuvre doivent être proposées par l'Entrepreneur et agréées par le Maître d'Œuvre sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui demeure entière en ce qui concerne l'exécution.

La liste des normes et textes divers, auxquels doivent être conformes les différents matériaux, est rappelée en tête de chaque lot dans le présent descriptif, sans que cette liste ne soit d'ailleurs limitative.

Avant de rappeler dans les paragraphes qui suivront pour chaque corps d'état, quelques points particulièrement importants pour chaque matériau, il a paru utile de regrouper ci-dessous les prescriptions techniques valables à tous les matériaux du présent marché.

7.3.0 CHOIX DU TYPE DE MATERIAU

Les types de tous les matériaux employés sur le chantier doivent être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur devra, pour obtenir cet agrément, fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication du matériau et la fiche d'homologation, les caractéristiques obtenues habituellement, etc.

NB : Voir les matériaux et mises en œuvre spécifiques à respecter concernant l'obtention du label BBC (isolation thermique, étanchéité à l'air)

7.3.1 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Pour les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le maître de l'ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

7.3.2 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDE NON TRADITIONNELS

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné :

- Soit à un avis technique délivré par application de l'arrêté du 2 décembre 1969,
- Soit à un accord expressément constaté des parties.

7.4 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Les travaux de chaque corps d'état seront exécutés en étroite liaison avec l'ensemble des entreprises.

La limite des prestations entre le présent lot et les autres corps d'état est mentionnée dans la description des travaux de chacun des corps d'état. L'entrepreneur a le devoir de prendre connaissance du C.C.T.P. de chacun des lots assurant la réalisation de l'ouvrage. Il ne pourra pas faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer pour éluder ses obligations en matière de prestations et de liaison avec les autres corps d'état.

Cependant, les prestations indiquées dans le présent C.C.T.P. ne sont pas limitatives, non pas en ce qui concerne les ouvrages supplémentaires demandés en cours de chantier par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre, mais pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages décrits ou dessinés sur les plans.

L'entrepreneur du lot gros-œuvre doit les traçages d'implantation et de niveaux nécessaires aux autres corps d'état.

Il a la charge en qualité d'entrepreneur principal, des nettoyages périodiques et des enlèvements de gravois, dont les frais figureront (pour ce qui ne le concerne pas) au compte prorata. S'il avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie ou faite par l'entrepreneur du ou des lots considérés.

7.5 SIGNALISATION GENERALE DE CHANTIER

L'Entrepreneur du gros œuvre devra assurer la maintenance de la signalisation existante ainsi que la fourniture et la maintenance de la signalisation générale de chantier qui sera posée au cours des travaux.

La signalisation du chantier devra être conforme : à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, livre I (Signalisation des Routes) approuvée par arrêté du 6 novembre 1992, et modifiée par l'arrêté du 13 novembre 1998.

Pour sauvegarder la sécurité des usagers et des personnes travaillant sur le chantier ou ses abords immédiats, tout en maintenant la fluidité du trafic, la signalisation doit être efficace, c'est-à-dire lisible, claire et compréhensible et plus précisément :

Réglementaire quant au choix et à l'implantation des panneaux,

Adaptée au danger,

Cohérente, valorisée, et lisible.

Avant le début des travaux, et pendant toute la durée de ceux-ci, l'Entrepreneur devra faire connaître, nominativement au Maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel de l'Entrepreneur travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 du paragraphe C : « matériels mobiles » alinéa 2 (feux spéciaux de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, Livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire du 15 juillet 1974).

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertiront les usagers de la présence à proximité d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

7.6 CLOTURE DU CHANTIER (LOT VRD ET GROS ŒUVRE)

Les clôtures de chantier seront installées avant tous travaux.

Cette clôture sera complétée par un portail

Le Lot Gros-œuvre devra :

- Les clôtures de chantier y compris leur déplacement selon nécessité,
- Les portails équipés de fermetures,
- Réaliser les démarches auprès des services concernés pour l'obtention d'accord préalable à l'utilisation partielle du domaine public, ainsi que les travaux demandés par ces services (balisage, etc.) et acquitter les droits de voirie correspondants.
- Tous les panneaux de signalisation nécessaires (chantier interdit au public, etc.),
- L'entretien de ces clôtures, portails, etc. jusqu'à la fin du chantier, ainsi que l'enlèvement en fin de chantier à la demande du Maître d'Œuvre et la remise en état des lieux.

7.6.0 FERMETURE DE CHANTIER

Pendant l'exécution et immédiatement après la fin des travaux de fabrication et de mise en œuvre des chaussées, l'Entrepreneur devra fermer tous les accès au chantier.

7.7 PANNEAU DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)

La fourniture et la pose du panneau de chantier sera à la charge du Lot Gros-œuvre.

Il devra être mis en place pendant la période de préparation.

Il comportera un panneau plein de :

- 1,50 m (largeurs) x 3,00 m (hauteur) minimums en contre-plaqué, qualité extérieure, fixé sur ossature bois.

Ce panneau comportera les indications concernant la dénomination du chantier, le Maître d'Ouvrage avec son sigle, les Maîtres d'Œuvre avec leurs sigles, le Bureau de Contrôle et les entreprises adjudicataires et les financeurs.

Le libellé, les coloris, la dimension des caractères seront donnés au début des travaux par le Maître d'Œuvre, le principe à retenir étant celui de caractère en couleur, sur fond en couleur.

L'ossature principale des panneaux sera prévue avec contrefiches pour supporter les efforts du vent.

7.8 BUREAU DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)

L'installation du bureau de chantier est à la charge de l'entreprise du Lot n° **Gros-œuvre**.

Le bureau de chantier sera strictement réservé aux réunions de chantier, au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

L'Entreprise mettra en place un local équipé avec :

- Une table et des sièges pour 15 personnes,
- Un éclairage artificiel,
- Un appareil de chauffage pour l'hiver,
- Surface intérieure comprise entre 25 et 30 m²,
- Un tableau avec nécessaire pour dessins,
- Des panneaux supports pour affichage des plans,
- Une armoire fermant à clé avec étagères pour stockage des dossiers.

7.9 ÉLECTRICITE (LOT GROS ŒUVRE)

En ce qui concerne l'électricité, le branchement provisoire sera à la charge de l'Entreprise du Lot 02 — Gros Œuvre.

Le titulaire du Lot 02 — Gros Œuvre devra l'installation :

- De l'armoire électrique générale chantier,
- Des armoires divisionnaires de chantier si besoin

La consommation sera due au titre du compte prorata.

7.10 TELEPHONE (LOT GROS ŒUVRE)

L'installation téléphonique du chantier à charge du Lot **Gros Œuvre**, comportera 1 poste PTT avec appareils en location au titre du compte prorata, ainsi que les consommations.

Ce poste sera relié à une sonnerie extérieure audible depuis toute la zone chantier.

7.11 EAU / SANITAIRES (LOT GROS ŒUVRE)

Les branchements provisoires eau potable, EV-EU et EP sont à la charge du Lot Gros-œuvre ainsi que l'entretien et la protection pendant la durée du chantier.

Le titulaire du Lot Gros-œuvre devra l'installation, raccordements eau, évacuations, entretien et enlèvement en fin de travaux :

- Des sanitaires pour la direction de chantier (suivant le plan d'installation de chantier),
- Des sanitaires pour l'ensemble des entreprises intervenantes sur le site.

7.12 VESTIAIRES — REFECTOIRES DE CHANTIER (LOT GROS ŒUVRE)

Le titulaire du Lot Gros-œuvre devra l'installation, raccordement, entretien et enlèvement en fin de travaux :

- Des locaux à usage de vestiaires pour l'ensemble des intervenants
- Des locaux à usage de réfectoires pour l'ensemble des intervenants.

7.13 RELEVES - VERIFICATIONS SUR PLACE

Avant tout début de mise en fabrication, le titulaire du présent lot procédera à une vérification systématique des côtes intéressant ses ouvrages, quels que soient les travaux de relevés nécessaires. En cas d'anomalie, il transmettra ses observations dans les meilleurs délais au Maître d'Œuvre et à l'entreprise responsable. Cette dernière prendra les dispositions nécessaires concernant la remise en conformité de ses ouvrages.

7.14 TYPE DES DIFFERENTS MATERIAUX

Dans tous les cas l'entrepreneur devra répondre aux prestations telles que décrites et projetées. Ces prestations correspondent à un minimum de qualité demandée et constituent la référence de base exigée sur laquelle l'entreprise est tenue de répondre. Les ouvrages exécutés par le présent lot sont tenus de respecter l'intégralité des caractéristiques normatives décrites. Celles-ci peuvent s'étendre dans le simple cadre de la réglementation (qui doit en toutes circonstances être respectée par l'entrepreneur), ou aller au-delà pour des raisons propres au projet.

7.15 PLANS D'EXECUTION

Chaque lot aura également à sa charge une mission de synthèse de chantier, afin d'organiser et d'élaborer les documents en accord avec les autres corps d'état pour élaboration des plans d'atelier et de chantier comprenant :

- La collecte pendant le mois de préparation de tous les plans d'exécution mentionnant notamment toutes les réservations de tous les lots.
- L'animation d'une cellule de synthèse qui consistera concrètement à organiser des réunions spécifiques synthèse avec toutes les entreprises et au cours desquelles tous les échanges nécessaires seront réalisés pour toutes les mises au point indispensables tous corps d'état pour une parfaite synthèse et synchronisation des tous les ouvrages.
- L'établissement de tous les plans d'exécution structure et infrastructure en plans, coupes et élévation aux échelles adéquates intégrant toutes les demandes de toutes les entreprises émanant des réunions de synthèse.

Ces documents seront établis au format DWG et des éditions papier en nombre suffisant seront transmises aux interlocuteurs concernés.

Limitation des prestations :

- Ouvrages liés aux installations de chantier,
- Relevé contradictoire des implantations réelles et plan complémentaire correspondant,
- Plans d'injection et de rabattement de nappes,
- Plans des préfabrications résultant de méthodologie propre à l'entreprise,
- Nomenclature, façonnage, calepinages de ferrillages,
- Calculs et détails des assemblages, des scellements et des appuis, plans de façonnages, détails de découpage et de fabrication, etc. des ouvrages de structure métallique,
- Nomenclature des pièces
- Etc.

7.16 PLANS DE RECOLEMENT

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur de chaque lot devra remettre au Maître d'Ouvrage trois tirages d'un dossier complet des ouvrages exécutés, ainsi un exemplaire sous format informatique (DWG version antérieure à 2010 et PDF), y compris notice descriptive de fonctionnement des équipements.

Rappel en fin de ce document

7.17 ENLEVEMENT DES LOTS REBUTES ET RENOUVELLEMENT

Si à la suite d'essais, il est constaté que les échantillons ne répondent pas aux spécifications du précédent document, le Maître d'Œuvre peut interdire l'emploi sur le chantier de ce matériau, et refuser l'ouvrage correspondant.

Le remplacement du produit sera exigé sans que le retard occasionné ne puisse en aucun cas être considéré comme un cas de force majeure.

7.18 REUNIONS DE CHANTIER

Le Maître d'Œuvre assurera toutes les réunions de chantier.

L'entrepreneur est également tenu d'assister aux réunions de chantier hebdomadaire le concernant. Une pénalité sera appliquée en cas d'absence non justifiée.

8 CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

8.1 ACCES ET AMENAGEMENT DU CHANTIER

L'Entreprise titulaire du Lot Gros-œuvre fera son affaire, auprès des Services Municipaux et des Services Techniques, de toutes demandes et autorisations divers nécessaires à la mise en place du chantier.

Elle devra donc respecter les indications et directives fournies par le Cahier des Charges de la Commune, notamment en ce qui concerne l'occupation des zones publiques (Trottoirs, rues et aires de stationnement ...), la protection et la sécurité des passants.

Les abords devront être rendus en parfait état à la livraison.

8.2 CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux seront effectués en conformité avec les prescriptions des documents contractuels définis par le CCAP et les CCTP.

L'Entreprise ayant été à même d'obtenir tous renseignements qui lui étaient nécessaires, reconnaît donc avoir prévu, en plus de ceux décrits aux devis et plans, tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'elle doit assurer le complet et parfait achèvement des constructions, abords et annexes, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction, et ce, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour quelque raison que ce soit.

N. B. Les entreprises concernées garderont à leur charge les frais de contrôle des mesures d'étanchéité dans l'hypothèse d'un retour sur les lieux de l'organisme de contrôle suite à une première campagne d'essais défavorable.

8.3 TRAIT DE NIVEAU

L'entreprise de gros-œuvre à la charge et la responsabilité des traits de niveau et de la borne repère jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

Un trait de niveau situé à 1 mètre au-dessus du sol fini sera tracé, à chaque niveau et entretenu pendant toute la durée du chantier, il sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Un trait sur une face de chaque local devra être tracé en permanence. Il devra être facilement nettoyable compte tenu de la finition brute des matériaux à l'intérieur des locaux.

8.4 VERIFICATION DES COTES

L'Entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins ; l'Entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et au présent devis ; dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler tout changement qu'il croirait utile d'y apporter.

Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et il devra compléter, si besoin est, dans les moindres détails, les dessins qui lui seront remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il devient responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

8.5 IMPLANTATION – NIVELLEMENT

L'Entrepreneur du lot Gros-Œuvre a à sa charge, les tracés d'implantation, ce qui implique l'obligation de respecter les alignements et les nivellements du projet.

Il devra faire effectuer ses plans d'implantation par un géomètre expert. Ces plans seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre (cf. CCAP.).

Implantation des cloisons intérieures : Lot plâtrerie

Le lot plâtrerie établira l'implantation des cloisons au sol pour approbation de la Maîtrise d'œuvre, Maître d'ouvrage lors d'une réunion de chantier avec la présence du bureau de contrôle avant toute exécution

8.6 CONTROLE INTERNE

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

8.7 ACCEPTATION DES SUPPORTS

L'entrepreneur devra réceptionner les supports en présence de la Maîtrise d'Œuvre sur lesquels il devra mettre en œuvre ses ouvrages, celle-ci sera validée par le PV de chantier. Le fait d'avoir exécuté les travaux constitue une acceptation sans réserve de ceux-ci.

8.8 CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES

Durant la période de préparation, l'entreprise devra effectuer toutes les démarches nécessaires pour avoir une parfaite connaissance des réseaux existants (DICT., sondages sur site, etc.). Elle devra proposer un plan de synthèse des réseaux au Maître d'œuvre avant le début des travaux et procéder au repérage des réseaux sur le site.

Dans le cadre de rencontre de réseaux en service non connus au préalable lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements, toutes dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés. Dès localisation d'un de ces ouvrages, les entrepreneurs devront immédiatement en avvertir le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre.

L'entreprise devra assurer la sauvegarde et la protection des ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

8.9 PROTECTION DES OUVRAGES

En dehors des protections imposées par les documents contractuels, chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages pendant la durée des travaux. Dans le cas où l'ouvrage a reçu une pellicule de protection, celle-ci ne sera retirée qu'au moment de la réception.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés par l'entreprise défaillante.

Complément voir Article 8 du présent document

8.10 SECURITE

Les garde-corps d'allèges, de trémies, de réservations ou de cage d'escalier seront réalisés par l'entrepreneur à fur et à mesure de l'avancement des travaux. Un treillis soudé sera laissé dans chaque trémie pour constituer une protection contre les chutes de personnel. Les corps d'état utilisateurs de ces trémies découperont le treillis en fonction des besoins.

Les aciers en attente verticaux ou horizontaux seront repliés ou crossés afin de ne pas constituer un danger pour une personne qui serait victime d'une chute.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise. L'entreprise est également responsable de la bonne conservation des protections pendant la durée des travaux.

8.11 PRECHAUFFAGE

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur prix les frais nécessaires pour assurer le préchauffage des locaux, notamment pour les travaux de menuiseries intérieures, faux-plafonds et peinture.

8.12 ÉCHANTILLONS

Avant toute commande, les entrepreneurs devront soumettre à l'agrément de l'architecte les échantillons des matériaux et matériels qu'ils comptent utiliser conformément au devis descriptif.

Les coloris des différents revêtements seront choisis par le maître d'œuvre. Pour permettre ce choix, l'entrepreneur devra fournir des échantillons, le cas échéant en provenance de plusieurs fabricants

Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons ou fabrications, dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché, et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier, dans un local sur le chantier.

8.13 PROCES-VERBAUX POUR LES ELEMENTS PF/CF

Toutes parois et autre coupe-feu et pare flammes prévues au présent lot doivent avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essais émanant d'un organisme de contrôle habilité. Les essais ne pourront être extrapolés que dans le cadre de la législation officielle en vigueur.

Dans l'hypothèse d'ouvrages ne possédant pas de procès-verbal d'essais ou pour lesquels une extrapolation ne pourrait être acceptée, l'entrepreneur aurait à sa charge les essais à effectuer pour lesdits ouvrages.

Ceux-ci devront alors être entrepris avec suffisamment d'avance pour ne pas entraîner de retards sur le planning d'exécution.

Rappel :

La mise en œuvre des portes et blocs-portes coupe-feu et/ou pare-flammes de degré 1/4 et 1/2 heure, devra être effectuée en respectant strictement les prescriptions du DTU 36.1, article 5.83.

La mise en œuvre des blocs-portes de degré coupe-feu supérieur devra être effectuée en stricte conformité avec les spécifications de l'Avis Technique ou du PV d'essai, et les prescriptions du fabricant.

En ce qui concerne les bois massifs et les panneaux dérivés du bois, les classements de réaction au feu sont précisés aux "commentaires" de l'article 3.21 du DTU 36.1 en fonction de leur essence et de leur épaisseur.

Dans le cas où la réglementation impose un classement de réaction au feu amélioré (M1 - M2) par rapport au classement initial, l'entrepreneur devra réaliser un traitement ignifuge, le produit ou le bois ignifugé devra alors faire l'objet d'un PV de classement.

8.14 ARRETES ET ORDONNANCES

L'Entrepreneur devra se conformer aux Arrêtés Préfectoraux, Ordonnances de police, aux Lois et Décrets en vigueur, et en particulier sans que cette liste soit limitative.

8.15 DEGRADATIONS ACCIDENTELLES ET DOMMAGES

L'entreprise devra indiquer, dans le programme de montage, toutes les précautions qu'il compte prendre pour éviter toutes les dégradations aux éléments de béton (poteaux, piles, murs, dallages), de charpente ou de couverture existants. Les dégradations accidentelles imputables à la méthode de montage ou à la déficience des échafaudages et cintres seront dues par l'entreprise.

L'Entrepreneur supportera la charge des dommages provoqués par son personnel ou ses engins sur les propriétés voisines des emprises ; il sera responsable des dégâts qui pourraient être occasionnés par ses engins aux ouvrages existants, quels qu'ils soient.

8.16 BRUITS DE CHANTIER

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

8.17 VERIFICATION DES ESSAIS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'Entreprise devra effectuer avant réception des essais et vérifications.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être envoyés pour examen au Maître d'Œuvre en 2 exemplaires. Ces derniers adresseront au Maître d'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus et 1 exemplaire au Bureau de Contrôle.

8.18 ÉCHAFAUDAGE – MONTAGE DES MATERIAUX

Le prix global proposé par les entrepreneurs comprendra la valeur des échafaudages, agrès, engins, étais, etc., nécessaires à l'exécution des travaux de leur propre lot.

Les appareils de levage de l'entreprise de gros-œuvre seront mis gratuitement à la disposition des entreprises du chantier qui en feront la demande

8.19 TROUS, SCHELLEMENT ET MENUS OUVRAGES

L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au gros-œuvre. Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc. pratiqués dans le gros œuvre pour les ouvrages des lots secondaires. De même, elle doit la mise en place au coulage de ses ouvrages, des taquets, tasseaux, fourrures, etc. selon les indications fournies par titulaires des différents lots.

Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie **une semaine avant la date prévue et dans le délai de la période de préparation** pour intégrer et/ou la réalisation des ouvrages de gros-œuvre, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup en régie aux frais de l'entreprise concernée.

Les entrepreneurs du second œuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le gros-œuvre. Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutremments, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre.

8.20 RESERVATIONS ET PERCEMENTS

Les entreprises des différents corps d'état concernés remettront, en temps utile à l'entrepreneur de gros œuvre leurs plans de réservations dans les planchers et éléments de structure en béton et maçonneries, ce dernier devra lesdites réservations et les renforcements éventuellement nécessaires au droit des trémies, ainsi que les rebouchages correspondants.

Au cas où certaines réservations seraient incompatibles avec le système porteur ou avec l'exécution des ouvrages des autres corps d'état, les entreprises feront leur affaire, chacune en ce qui concerne, des modifications de tracés, passages et pièces diverses. Si une réservation non prévue sur les plans remis par une entreprise s'avérait nécessaire, elle serait également exécutée par l'entreprise de gros œuvre, mais mise à la charge de l'entreprise responsable de l'omission par décompte interentreprises sans que le maître d'œuvre ait à intervenir. Il en sera de même dans le cas où les plans de réservations ne seraient pas remis en temps utile.

Il est rappelé l'exigence de satisfaire aux essais d'étanchéité à l'air qui concerne la plupart des lots intervenant sur l'enveloppe des bâtiments (voir CCTP).

8.21 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Outre le nettoyage des voies publiques utilisées, l'Entrepreneur devra assurer la réparation régulière des dégradations occasionnées de son fait aux voies de circulation empruntées par ses engins, camions, sous-traitant et divers prestataires (livraison de marchandise, livraison et replie de matériel divers (compris les locations)

A cet effet, un état des lieux sera établi contradictoirement au début des travaux.

8.22 SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ET DES SERVICES PUBLICS

L'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation pour la gêne et le retard que pourraient lui occasionner les déplacements éventuels des réseaux des concessionnaires.

Il devra prendre toutes dispositions et précautions pour éviter de heurter avec des engins les supports ou pylônes des lignes électriques ainsi que les canalisations enterrées.

En cas de rencontre de canalisations non signalées dans les fouilles et démolitions, l'Entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé et préviendra le service intéressé et le Maître d'œuvre de la rencontre de ces canalisations afin que toute mesure utile intervienne dans les plus brefs délais. L'Entrepreneur ne pourra élever à l'encontre du Maître de l'Ouvrage aucune réclamation pour immobilisation, difficultés ou faux frais résultant de la rencontre des canalisations.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur devra se mettre en rapport avec les services publics pour prendre, en accord avec eux et à ses frais, toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les canalisations, ancrages ou installations de tout ordre qu'il pourrait rencontrer. Il devra ensuite, en cours d'exécution, se conformer constamment aux indications qui lui seront données par les services publics ou concessionnaires intéressés.

Les avaries aux canalisations ou aux câbles et leurs conséquences, survenues dans les fouilles ou à leur proximité immédiate, seront réparées par les services publics aux frais de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur est tenu de remplir la déclaration d'intervention de travaux (DICT) à envoyer à tous les concessionnaires.

L'Entrepreneur devra justifier de ces DICT et réponses, reçues au moins 48 heures avant le commencement des travaux au Maître d'œuvre.

A chaque fin de journée, la totalité du matériel doit être repliée sur un emplacement, à proximité immédiate du chantier, en dehors des voies de circulation et des accotements, qui sera défini le moment venu par le Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur est autorisé à franchir les diverses voies rencontrées pour le transport de matériaux et de matériels, mais il ne devra pas interrompre la circulation générale.

De plus, il devra procéder, avec une fréquence suffisante au nettoyage des voies circulées rencontrées et sur lesquelles se déposeraient des matériaux en provenance du chantier.

Dans tous les cas énoncés aux alinéas ci-dessus, l'Entrepreneur ne sera pas fondé, en cas d'accident ou d'incident et qu'elles qu'en soient les circonstances à soutenir que la responsabilité du Maître d'œuvre est engagée.

8.23 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, les entrepreneurs seront seuls responsables des conséquences

8.24 TRAVAUX PARTIELS

Les divers travaux partiels ou de finition, de mise au point et de raccords de toutes sortes réclamées par l'architecte aux entrepreneurs soit en cours d'exécution pour permettre la mise en chantier d'un corps d'état, soit en fin de chantier, devront être exécutés sans délai. Faute de quoi ces travaux seraient exécutés par tout autre entrepreneur aux frais du défaillant.

8.25 ÉTAT FINAL DES BATIMENTS

Lorsque les travaux correspondants au présent dossier auront été exécutés, les bâtiments devront être totalement achevés, prêts à être utilisés.

Par le fait même de la remise de sa soumission, l'Entrepreneur s'engage donc à mener les travaux à bonne fin, sans aucun supplément de prix autre que ceux qui correspondraient à des modifications ou compléments décidés en cours de chantier et faisant l'objet d'ordres de services du Maître d'Œuvre approuvés par le **Maître d'Ouvrage**.

Il s'engage à exécuter les travaux qui se révéleraient nécessaires pour assurer une parfaite tenue des ouvrages prévus même si ceux-ci n'étaient pas explicitement décrits dans les CCTP.

Il s'engage à exécuter tous les travaux complets, tous les calfeutrements, raccords divers, connections entre les ouvrages des différents corps d'état étant réalisés sans hiatus.

Les CCTP mentionnent, succinctement, outre la description des ouvrages principaux, une liste de petits ouvrages localisés et des cas exceptionnels qui se présentent.

Cette liste ne peut être complète : elle a pour but d'attirer l'attention de l'Entrepreneur qui devra la compléter tant par l'examen détaillé des plans remis, que par la visite des lieux, visite détaillée qui devra obligatoirement être effectuée par l'Entrepreneur.

En cas de contradiction entre les plans et les CCTP, le Maître d'Œuvre arbitrera et l'Entreprise reconnaît par avance ses décisions.

Il est rappelé l'exigence de satisfaire aux essais d'étanchéité à l'air qui concerne la plupart des lots.

9 PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoiqu'étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

9.1.0 PROTECTION CONTRE LES CONDITIONS CLIMATIQUES

Aucun travail d'étanchéité ne sera exécuté lorsqu'il y aura humidification des supports (pluie, neige, etc.) ou quand la température du support sera inférieure à +2°C. De plus, en cas d'intempéries, les ouvrages déjà exécutés seront efficacement protégés.

9.1.1 PROTECTION CONTRE LES SUJETIONS OU ALEAS DE CHANTIER

L'accès et le passage sur les terrasses seront strictement interdits aux ouvriers des autres corps d'état, sauf dérogation spéciale de l'entrepreneur du présent corps d'état. Celui-ci demeure responsable des dommages qui pourraient résulter de là non-observance de cette prescription.

10 NETTOYAGE

10.1 ENLEVEMENT DES GRAVOIS

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravois, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage. Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, les nettoyages définitifs seront faits par l'entreprise de peinture.

10.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

En cours de chantier, le titulaire du présent lot sera tenu de laisser les ouvrages exécutés dans un tel état que les corps de métiers qui lui succéderont puissent exécuter leurs travaux sans sujétions de nettoyage complémentaire du fait de la présente entreprise. Les différents déchets et gravois provenant des travaux du présent lot seront tenus d'être évacués par ledit lot, ci celui-ci n'a pas été effectué ledit lot sera pénalisé sur sa situation en fin de chaque mois sans préavis.

À chaque entreprise incombe le tri de ses propres déchets et gravois. Dans le cas où le présent poste s'avérerait insuffisant ou défectueux, et si la demande écrite de la maîtrise d'œuvre ou du coordinateur SPS reste sans suite sous 24 heures, ces derniers feront procéder au nettoyage par une tierce entreprise au frais et au prorata des entreprises défectueuses.

10.3 SPECIFICATION D'ORDRE GENERAL

10.3.0 OUVRAGES NON DECRITS

La description des ouvrages n'implique pas la limitation des travaux de l'entreprise. Elle comprend non seulement les ouvrages décrits à chaque lot, mais également tous les ouvrages nécessaires, quelle que soient leur importance ou nature, pour la réalisation des travaux.

10.3.1 CONTENUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES

La nomenclature des travaux des différents lots a été analysée avec le plus grand soin possible. Le présent CCTP et les plans qui y sont joints ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à réaliser.

- Si ce n'était pas l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution.
- Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.
- Il devra dans ce laps de temps, indiquer à l'architecte toute erreur, oubli ou défaut de concordance entre les plans, le devis descriptif et le devis quantitatif (s'il lui en a été fourni un).

Les entrepreneurs devront, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de leur profession indispensables à l'achèvement complet des ouvrages projetés.

Le tableau ci-après comporte une liste non limitative des documents à fournir et des opérations à exécuter par l'entrepreneur et le Maître d'œuvre pour l'organisation et la préparation des travaux

N°	Désignation des opérations	Documents à établir par l'entreprise	Délai
1	Sous-traitants	Liste + DC4	Avec la soumission
2	Programme sommaire d'exécution	Notice	Période de préparation
3	Planning	Plan détaillé	15 jours à dater de la notification du marché
4	Plans de récolement Procès-verbaux essais	Notice Plans	15 jours après la réception des travaux

10.3.2 PRISE EN CONSIDERATION

- Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'est rendu compte sur place des difficultés de service et d'approvisionnement, de toutes sujétions sur les conditions d'exécution et avoir fait à ce sujet toutes les prévisions utiles dans les prix consentis, et qu'il s'engage à exécuter ces travaux dans les règles de l'art ; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appel d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient pas et ne pourraient d'ailleurs être financés.
- L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

10.3.3 DEMARRAGE DE CES PRESTATIONS

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription au PV de l'architecte ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part.

Passé ce délai, sa réclamation serait jugée **irrecevable**.

10.3.4 RESPONSABILITE

Suivant les règles dans le CPS ou le CCAP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries, gel, déshydratations, etc. pour pallier à ces inconvénients, il lui appartient de prendre toutes précautions utiles :

- Protection bâchage, etc.
- Protection contre le vol

Qui est implicitement contenue dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

10.4 NETTOYAGE DIVERS

- Nettoyage des locaux
- Chaque entreprise devra le nettoyage des locaux après chacune de ses interventions et le transfert de ses gravois, débris, emballages, produits par ses ouvrages jusqu'à un emplacement indiqué par l'entrepreneur du Lot Gros-œuvre à qui incombe l'enlèvement à la décharge desdits gravois et en répercutera les frais au compte prorata.
- Dans le cas où le Maître d'Œuvre jugerait l'état de propreté du chantier insuffisant, il pourra charger l'entreprise de son choix présente sur le chantier de procéder à un nettoyage complémentaire, cette dépense sera inscrite au compte prorata.
- En fin de travaux, l'entreprise de peinture devra le nettoyage général soigné avant réception tel qu'indiqué dans le fascicule du devis descriptif correspondant à son lot de travaux.
- Nettoyage des ouvrages

A la fin de son intervention, avant de quitter le chantier, chaque entreprise devra, en plus du nettoyage des locaux, procéder à un nettoyage soigné de ses ouvrages pour les débarrasser des étiquettes provenant et effacer toutes marques, signes, traces ayant servi à leur repérage ou à leur mise en place. Elle devra également enlever toutes traces ou projections dues aux scellements.

- Nettoyages des voies publiques

Les entreprises devront nettoyer à l'avancement les accès, chaussées et trottoirs salis par le passage de leurs engins et véhicules.

11 GESTION DES DEPENSES COMMUNE AU CHANTIER

11.1 DEFINITION DE RAPPEL

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant entre eux un lien juridique ou non, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions énumérées ci-après.

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs entrepreneurs, ont pour but d'assurer la bonne marche de l'ensemble du chantier.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

La référence à la Norme NF P03-001

11.2 ÉLÉMENTS CONTRACTUELS

L'entreprise en charge de la gestion du compte devra mettre à sa charge la convention relative à l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata.

Ces recommandations ont vocation à être un support pratique pour la gestion du compte prorata notamment au regard de :

- L'imputation ou non des dépenses
- La gestion du compte
- Le règlement du compte

Elles viennent donc en complément de la convention de l'OGBTP, et s'inspirent des réflexions d'ordre pratique d'entrepreneurs du gros œuvre, du second œuvre, et de la maîtrise d'œuvre, dans le cadre de marchés de travaux.

11.3 ÉLEMENTS PRIS EN COMPTE

11.3.0 NETTOYAGE DE CHANTIER

Nettoyage du chantier d'un lot :

Selon la Norme, « Il n'est pas décompté de prorata au titre de nettoyage de chantier. Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. »

L'entrepreneur qui succède au lot précédent est donc en droit d'exiger cet état de propreté avant de reprendre ses travaux

« Chaque entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages sauf

Si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé. »

La personne chargée du pilotage et de la coordination du chantier doit contrôler la bonne exécution du nettoyage. En cas de difficultés ou de dysfonctionnements, cette même personne devra répartir l'imputation des frais de nettoyage engendrés et proposer l'imputation au gestionnaire du Compte Prorata.

Afin d'éviter tout dysfonctionnement et imputation aléatoire, chaque entreprise doit être responsabilisée, en amont d'exécution, par tous moyens utiles, sur le nettoyage de son chantier.

Nettoyage des équipements communs présents sur le chantier :

Le nettoyage des équipements communs (bureau de chantier, sanitaires, vestiaires et réfectoires), quant à lui, s'impute sur le compte prorata.

Articles de référence : Annexe A.2.2.1 et A.3.1

11.3.1 DECHETS

En application de la Norme, les dépenses relatives au tri, à l'évacuation des déchets ainsi qu'à leur transport sur site susceptible de les recevoir ne sont pas supportées par le compte prorata, mais par chaque entrepreneur.

La maîtrise d'œuvre (architecte et coordonnateur) sera sollicitée, en cas de difficultés, pour arbitrer le litige.

Article de référence : 16.2.2

11.3.2 VOLS / DEGRADATIONS

Les frais de remplacement ou de réfection du matériel ou des ouvrages réalisés par l'entreprise et afférents à son propre lot ne s'imputent pas au compte prorata. Les frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs sont en revanche imputés au compte prorata.

La dégradation s'entend ici comme un fait matériellement imputable à un tiers extérieur et inconnu au marché.

C'est à chaque entrepreneur de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel, sauf si un système de gardiennage a été décidé par le comité de contrôle et mis en place.

Jusqu'à la réception, les entreprises ont la garde de l'ouvrage, et en supportent les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.

Articles de référence : 13.1 et 13.2

11.3.3 PRECHAUFFAGE / CHAUFFAGE

La Norme indique que ces frais ne doivent pas figurer au compte prorata. Ils doivent donc être prévus au compte d'un lot déterminé.

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire pour la bonne exécution des travaux, les frais y afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu sur proposition de la personne chargée du pilotage et de la coordination sur le chantier, entre le maître de l'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.

Article de référence : Annexe A.3.2

11.3.4 GARDIENNAGE

Les frais de gardiennage sont imputés au compte prorata dès lors que la mise en place du dispositif a été décidée en comité de contrôle (maître d'œuvre et maître d'ouvrage).

Dès lors que le maître de l'ouvrage décide unilatéralement de la mise en place d'un gardiennage, il en supportera seul les frais.

Article de référence : Annexe A.2.2.2

11.3.5 REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

Mode de calcul :

Il est utile de rappeler que la répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur, sauf accord particulier pour certaines dépenses expressément énumérées qui feraient l'objet d'une règle de répartition particulière.

En conséquence, et pour la saine gestion du compte prorata, il ne peut y avoir de forfaitisation des dépenses imputées au compte.

Difficultés de paiement :

Le mécanisme de la délégation de paiement prévu à l'article 14.2.5 de la Norme permet à l'entrepreneur gestionnaire du compte d'être payé directement par le maître d'ouvrage des sommes dues au titre du compte prorata par un autre entrepreneur.

11.3.6 REMUNERATION DU GESTIONNAIRE

Sauf accord entre le gestionnaire et le comité de contrôle, la Norme prévoit une rémunération de 8% du montant Toutes Taxes Comprises des dépenses imputées au compte prorata hors la rémunération du gestionnaire.

Ceci étant, il est régulièrement constaté un décalage de paiement, supporté par l'entreprise gestionnaire. C'est pourquoi il est préconisé une rémunération du gestionnaire à hauteur de 10% si les appels de fonds sont pratiqués dans le marché, et de 15% en l'absence.

11.4 DIVERS

Toute dépense n'entrant pas dans le cadre des imputations au compte prorata, prévues par la Norme, (Annexe A et B), détaillées par la Convention OGBTP et le présent guide ne peut s'imputer au compte prorata.

La liste de l'Annexe A n'étant pas exhaustive, elle pourra donc être personnalisée en fonction de chaque chantier en respectant les principes suivants :

- Toute dépense prévisible doit être affectée à un lot déterminé par le marché, la charge faisant l'objet d'une rémunération individualisée dans le prix global du marché, sur la base d'un devis quantitatif estimatif.
- En cas de doute ou de désaccord, c'est au comité de contrôle de décider de porter ces dépenses au débit du compte prorata

A titre informatif, il est rappelé que ne s'imputent pas au compte prorata, en plus des dépenses énumérées aux points 1 à 7 ci-dessus, notamment les dépenses suivantes :

- Les travaux ou prestations prévus dans les CCTP,
- Les dépenses imputées à un lot déterminé, désignées à l'Annexe A ou B de la norme,
- Les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché,
- Le matériel informatique, la Gestion Électronique des Documents et les consommables (fournitures) de tous les acteurs du chantier,
- Les frais d'expédition des comptes-rendus de chantiers,
- Le PGCSS : toutes les demandes qui résultent d'un PGCSS sont de la responsabilité du maître d'ouvrage. Les installations et dépenses résultant du PGCSS ne sont pas imputables au titre du compte prorata. Le maître d'ouvrage doit veiller à imputer ces dépenses aux lots concernés.

Pour mémoire, le PGCSS n'est pas un document contractuel qui peut à lui seul imposer des sujétions aux entreprises.

L'article R.238-18 alinéa d) du Code du Travail dispose en effet que :

« Les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, doivent être définies en phase de conception-étude par le coordonnateur qui doit mentionner dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir. ».

12 GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECANALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

13 PRESENTATION ET CONTENUE DE L'OFFRE

Le bordereau remis avec le dossier de consultation servira obligatoirement de cadre à la décomposition du prix forfaitaire de l'entreprise. Si celle-ci juge en raison d'un mode de métré particulier, que certains articles sont à ajouter, elle devra les placer en fin de sa décomposition.

L'entreprise pourra modifier les quantités de l'ouvrage, celles-ci n'étant donné qu'à titre indicatif, sous réserve d'acceptation de la Maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur devra prévoir la totalité des travaux nécessaires au complet achèvement de ses ouvrages, en conséquence le prix global forfaitaire proposé sera réputé inclure :

- Les travaux définis par les pièces des C.C.T.P. et les documents généraux de référence, C.C.A.G., C.C.A.P., C.C.T.P., D.T.U., etc.
- Les travaux éventuellement nécessaires à l'achèvement complet, mais non décrit.
- Les travaux d'interfaces entre deux ou plusieurs corps d'état.

L'insertion dans l'offre de toute mention, réserve, etc. ayant pour effet de modifier, restreindre ou annuler les spécifications des C.C.T.P. ou des autres pièces contractuelles du Marché seront considérées comme nulles et non avenues.

13.1 EXIGENCE A RESPECTER :

- RT2012 (note de calcul, déperdition, etc.) (à l'offre et en phase chantier)
- Fiche des produits détaillés (à l'offre et en phase chantier)
- Charte chantier propre (à l'offre et en phase chantier)
- Registre d'insertion professionnel (en phase chantier)
- Contrôle des plans (indice → en phase chantier)

14 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.) (EN FIN DE CHANTIER SOUS UN DELAI DE 1 MOIS APRES RECEPTION)

Après l'achèvement des travaux, chaque entreprise concernée remettra au Maître d'Œuvre, 3 exemplaires + un reproductible (sous CD au format DWG 2010), des plans, schémas, notice de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et installations réalisés. Les procès-verbaux de comportement au feu des matériaux et matériels utilisés si ceux-ci sont concernés par le règlement de sécurité seront remis en même quantité au Maître d'Œuvre, à sa demande en cours de chantier et en tout cas avant achèvement des travaux.

La production de ces documents étant une obligation contractuelle, le règlement du solde des travaux à l'entrepreneur lui sera subordonné.